

rable député pourra nous les donner. L'honorable ministre est remonté jusqu'à la période de 1874-78, et c'est de cela que je m'occupe en ce moment.

Voyons maintenant quelles étaient à cette date, les sommes escomptées dans les banques,—en 1874, elles étaient de \$135,000,000 ; en 1879, elles n'étaient plus que de \$110,000,000, et en 1896, elles étaient montées à \$228,000,000. Dans les compagnies de prêt, les dépôts étaient de \$9,500,000 en 1879, et de \$19,000,000 en 1896. De 1875 à 1878, le passif des faillites a donné une moyenne de \$27,000,000 par année, et en 1893, cette moyenne n'était plus que de \$14,000,000.

A l'époque de la Confédération, il y avait dans le pays 2,278 milles de chemin de fer ; depuis les libéraux ont ajouté 3,149 milles à ce réseau et les conservateurs 12,233.—La comparaison n'est guère à l'avantage du parti qui se donne comme un fondateur d'empire et prétend avoir fait la nation canadienne.

Le MINISTRE DES FINANCES : Combien d'années chaque parti a-t-il été au pouvoir ?

M. MONTAGUE : Cela dépend de la volonté populaire. Le premier règne des libéraux a été trop long pour le pays, et j'ai la ferme conviction que leur second règne touche aussi à sa fin ; à l'avenir ces tableaux et cette statistique seront préparés par d'autres.

J'ai dit qu'il y a des lacunes remarquables dans ces tableaux ; il n'y a pas de colonnes réservées pour la dette publique, ni pour les dépenses annuelles ; il n'y a rien pour indiquer l'augmentation formidable des dépenses, sous le règne de nos adversaires ; mais cela est excusable—la colonne aurait été tellement longue qu'elle n'aurait pas trouvé place dans ces tableaux. Si jamais le ministre des Finances se décide à compléter ses tableaux de manière à nous donner une idée de la dette et des dépenses, je lui conseillerais d'y ajouter deux portraits du ministre du Commerce—le ministre du Commerce dans la chance et le ministre du Commerce dans la malchance. Ces deux portraits seraient une véritable leçon de choses pour enseigner aux générations futures le désintéressement des hommes d'Etat libéraux.

Je n'entrerai pas dans le détail des dépenses, mais pour mettre plus de cohésion dans les remarques que j'ai l'honneur de présenter à la Chambre, il me faut répéter quelques chiffres. Dépouillés de tous commentaires et de toute explication, les faits sont comme suit : en 1896, notre budget était de \$36,969,759 et en 1899, de \$41,903,502, soit une augmentation de \$4,933,750. Je ne parle ici que des dépenses imputables sur le capital. Les dépenses, *per capita*, étaient de \$8.14 en 1896 et de \$9.72 en 1899, soit \$1.58 de plus pour chaque homme, femme et enfant, ou environ \$9 par famille.

M. MONTAGUE.

Mais dira le ministre du Commerce, il y a une grande différence entre les deux époques ! Oui, il y a une différence et cette différence c'est qu'il était alors dans l'opposition et qu'il est aujourd'hui au pouvoir. Il est tout à fait de l'avis du regretté Hosea Bigelow, qu'il se plaît souvent à citer :

I do b'lieve the people want  
A tax on teas and coffees ;  
And nothin' ain't extravaganant,  
Pervidin' I'm in offis.

L'honorable ministre peut être satisfait, mais le peuple ne l'est pas. J'aimerais lui faire connaître l'opinion du *Reformer* d'Oshawa, un des organes les plus franchement libéraux du pays, comme en peut témoigner l'honorable député d'Ontario-sud (M. Burdett). Le 25 août 1899, parlant des dépenses du gouvernement libéral, il disait :

Le gouvernement a fait beaucoup de bonnes choses, mais cela n'empêche pas que les dépenses sont trop élevées et hors de toutes proportions avec les moyens de notre population. Elles augmentent trop rapidement. Il vaut mieux que le gouvernement sache, dès maintenant, que plus tard, que sous le rapport financier, sa conduite n'est pas à la hauteur de ses promesses, et est loin d'être approuvée par le peuple.

Personne ne voudra prétendre que ce journal n'est pas franchement libéral. Le ministre du Commerce et le ministre des Finances peuvent-ils s'étonner de ce langage, lorsqu'on se rappelle leurs violentes protestations contre ce qu'ils appelaient les gaspillages du gouvernement, quand ils étaient dans l'opposition ? L'autre jour j'ai été plus qu'étonné d'entendre le ministre du Commerce reprocher à l'ex-ministre des Finances, non pas ses dépenses extravagantes, mais sa parcimonie à l'égard des grandes entreprises publiques. On ne pourra certainement pas adresser le même reproche au ministre actuel des Finances. Ce ne sont toujours pas les électeurs de son comté qui pourront se plaindre de lui, puisque l'an dernier seulement il demandait des crédits pour quatorze ports, dans sa division et pour 173 milles de chemins de fer, dans lesquels son comté est plus ou moins intéressé.

Si on a pu reprocher à l'ex-ministre des Finances sa parcimonie, celui qui lui a succédé n'a pas ce défaut, surtout dans le district électoral dans lequel il espère être réélu.

Pretons maintenant la question de l'impôt. En 1896, l'impôt douanier *per capita* était de \$3.94, et en 1899, de \$4.84. Il faudra plus que la voix tonitrueuse du ministre des Douanes, plus que les citations poétiques du ministre du Commerce et plus que les sourires insinuants du premier ministre, pour convaincre les Canadiens qu'ils ne sont pas plus taxés qu'en 1896.

Le ministre des Douanes dit, cependant, que le gouvernement fait faire de fortes économies aux cultivateurs dans l'achat des instruments aratoires et des outils de toutes sortes.